

L'OB > SOCIÉTÉ > PLANÈTE > ANIMAUX

***a* Pour ne pas « trahir leurs animaux », ces éleveurs veulent les abattre à la ferme**

Et si les animaux étaient abattus à la ferme, plutôt que dans des abattoirs industriels ? Préoccupés par leur bien-être, plusieurs éleveurs français cherchent à reprendre la main sur la mise à mort de leurs bêtes. Rencontres.

Je m'abonne pour 1€ le premier mois

Par Sébastien Billard

Publié le 22 août 2020 à 09h00 · Mis à jour le 22 août 2020 à 14h05

🕒 Temps de lecture 9 min



🔖 Favoris | | Commenter | Nous suivre

Pour Emilie Jeannin, c'est à chaque fois le même déchirement. Cela fait maintenant quatorze ans que cette éleveuse de Charolais, installée aux Lignièrès, dans un grand corps de ferme posé au-dessus du village de Beurizot (Côte-d'Or), a repris l'exploitation familiale avec son frère Brian. Mais le temps qui passe n'y change rien. Pour cette jeune femme aux cheveux blonds et au regard bleu clair, amener ses bêtes à l'abattoir demeure une épreuve douloureuse, et redoutée : « Ça me rend malade, j'ai horreur de ça. J'ai la boule au ventre dès qu'on les charge. J'ai l'impression de les trahir... »

A la tristesse de voir partir ses animaux, s'ajoute un profond sentiment de frustration d'être brutalement séparée de ceux dont elle s'est occupée quotidiennement pendant des années, sans possibilité de les accompagner jusqu'à la fin de leur vie. « Quand je laisse ma bête, je suis dépossédée et je prie pour que ça se passe bien, raconte émue, l'éleveuse âgée de 40 ans, au milieu de ses pâtures, dorées par le soleil de juillet. C'est très violent de ne pas pouvoir voir et contrôler comment on va traiter mes animaux. »

La hantise d'Emilie ? Que ses bœufs soient soumis à des situations de stress, à des conditions sanitaires dégradantes, voire à de la maltraitance. « Comme tout le monde, j'ai vu les images tournées dans certains abattoirs par L214. Elles m'ont choquée. On les a forcément en tête quand on conduit nos animaux à l'abattage. C'est compliqué à assumer... »

« Ce ne sont pas des caisses à savon »

Voilà quatre ans, l'éleveuse s'est mise en tête de tout faire pour échapper à ce tourment en s'attelant à un étonnant projet : construire le tout premier « abattoir mobile » de France. « L'idée est de faire venir l'abattoir à la ferme, plutôt que de déplacer les animaux », résume l'éleveuse, dont le cheptel comprend 240 bovins. « Les animaux ne sont pas des caisses à savon. On doit transporter de la viande, pas des animaux vivants. »

Là est la première et principale vertu de l'abattoir mobile : éviter aux animaux de longues et pénibles heures de trajet, et le risque de stress, de souffrances et de blessures qu'elles génèrent. Conséquence de la tendance à la forte concentration des abattages dans de très grandes infrastructures, et de la disparition inexorable des petits abattoirs locaux, « un animal parcourt en moyenne 400 kilomètres avant de rejoindre un abattoir », rappelle Emilie. « Ils sont entassés pendant des heures dans des camions, on les coupe de leur environnement et on les mélange avec d'autres bêtes qu'ils ne connaissent pas... Cela génère chez eux un stress énorme. »

Pour visualiser à quoi pourrait ressembler cet abattoir mobile, il faut imaginer un dispositif composé de quatre remorques, qui se déplaceraient de ferme en ferme. Dans la première, on trouve l'abattoir proprement dit, dans la deuxième les vestiaires, les bureaux et les services vétérinaires. Deux autres remorques frigorifiques complètent l'ensemble. Dans l'une, sera réalisé le ressuage (séchage) des carcasses, et dans l'autre seront stockés les déchets, les peaux, etc.

C'est en Suède, où ce type d'installations existe déjà, qu'Emilie a découvert leur existence lors d'un voyage. Depuis, elle ne pense plus qu'à ça, et remue ciel et terre pour qu'ils voient aussi le jour en France. « C'est simple : c'est ça ou j'arrête », lance-t-elle, catégorique.

« Je ne peux pas continuer l'élevage si l'abattage ne change pas. C'est beaucoup trop douloureux. » Camion de l'entreprise Hälsingestintan en Suède.

Un système d'abattage « opaque »

Derrière la démarche d'Emilie, se cache aussi la volonté de mieux respecter les éleveurs et consommateurs. A entendre la jeune femme, engagée à la Confédération paysanne, tous ont à gagner avec un tel système d'abattage. Des animaux moins stressés développent moins de toxines, « c'est donc l'assurance d'une viande de meilleure qualité ». Pour les éleveurs, assister à l'abattage, et ne pas laisser leurs bêtes aux mains des industriels, c'est retrouver du « pouvoir », de la « dignité ». « On reprend la main sur une phase cruciale », avance l'éleveuse. « On échappe à un système d'abattage opaque, dont on a complètement perdu la maîtrise. »

Echapper à l'industrie de l'abattage aurait, il est vrai, tout d'une petite révolution, tant cette filière est aujourd'hui monopolisée par quatre grands groupes, dont le géant Bigard. Un seul chiffre donne la mesure de l'hyper concentration du secteur : en France, une vingtaine d'abattoirs seulement réalise la moitié de la production. La concentration est aussi géographique, 40 % des abattages d'animaux de bétail se déroulant en Bretagne.

Emilie n'est d'ailleurs pas la seule à vouloir s'affranchir des grands groupes industriels. Plus à l'Ouest, en Loire-Atlantique, 150 éleveurs bio viennent eux aussi de se lancer dans un projet pionnier d'abattage à la ferme. La technique envisagée est quelque peu différente de celle d'Emilie : ici, l'animal sera étourdi à la ferme, puis saigné dans un simple caisson mobile, avant d'être transporté dans une unité fixe, dite de « mise en carcasse ». Mais les motivations des éleveurs font écho à celles d'Emilie : relocaliser cette activité pour éviter aux animaux de trop longs temps de trajet,

rompre avec les cadences infernales qui ont cours dans les grands abattoirs, rester fidèle jusqu'au bout à leurs convictions, remettre de l'éthique dans le secteur de la viande...

Guylain Pageot, éleveur de vaches laitières en bio à Villeneuve-en-Retz

« Cela fait une dizaine d'années que j'ai ça en tête, raconte Guylain Pageot, l'un des porteurs de ce projet, éleveur de vaches laitières en bio à Villeneuve-en-Retz. Ça me secoue toujours de laisser mes bêtes à l'abattoir. On en parle peu dans le milieu, c'est un peu tabou, mais je me suis rendu compte que ça nous pèse tous. On a toujours un peu peur que ça puisse déraiper ». L'abattage à la ferme, qu'il a découvert en Allemagne voilà deux ans, n'a rien d'un retour en arrière, assure-t-il.

« L'animal est tué dans le respect des règles sanitaire les plus strictes. Ce n'est pas du tout un retour à des techniques archaïques. Ce que l'on veut, c'est seulement mettre l'animal en situation de sérénité en faisant en sorte qu'il ne quitte pas son lieu de vie. »

Culpabilité et souffrance

La multiplication de ces initiatives a plutôt de quoi réjouir Jocelyne Porcher. Ancienne éleveuse, aujourd'hui directrice de recherche à l'Inrae, cette sociologue travaille depuis 2005 sur des alternatives aux abattoirs industriels, et a créé en ce sens l'association Quand l'abattoir vient à la ferme.

Si la France a pris du retard sur ce sujet par rapport à certains de ses voisins européens, « c'est parce que la loi l'interdisait », rappelle-t-elle. C'est la loi Egalim, votée en 2018, qui a changé la donne, en rendant enfin possible l'expérimentation d'abattoirs mobiles. Un changement salutaire selon elle :

« Aujourd'hui, peu importe comment dont ils sont élevés, tous les animaux sont transportés dans les mêmes conditions, abattus de la même manière, dans les mêmes abattoirs », détaille la spécialiste.

« C'est un système qui occasionne de la culpabilité et de la souffrance pour l'éleveur, dont le lent et patient travail peut être gâché par cette fin sur laquelle il n'a aucun contrôle. »

Elle voit dans l'abattage à la ferme l'occasion de renforcer le « lien de responsabilité entre l'éleveur et l'animal » et « d'échapper à l'industrialisation des relations entre hommes et animaux ». « La mort prévisible des animaux n'empêche ni le lien ni le respect », souligne-t-elle.

5 à 12 bovins abattus par jour

Mais l'abattage à la ferme est-il économiquement viable ? Emilie Jeannin, comme Guylain Pageot, en sont persuadés, et ce malgré des cadences qui s'annoncent très modestes, à des années-lumière de celles des grands abattoirs, où il n'est pas rare que 80 bêtes soient abattues par heure, et entre 500 à 800 par jour - « des cadences folles, pour les animaux comme pour les hommes, et qui engendrent des fautes sanitaires », déplore Emilie.

Son abattoir mobile à elle ne se rendra que sur une seule ferme par jour, et le rythme d'abattage quotidien n'excédera pas 5 à 12 bovins. C'est peu, mais néanmoins suffisant pour s'avérer rentable dès la deuxième année, selon les calculs de la jeune femme. Plutôt que de miser sur les volumes, comme les abattoirs, Emilie fait un pari : créer une toute nouvelle filière de vente et de distribution. La viande provenant de son abattoir mobile sera vendue sous la marque « Le Boeuf éthique », une sorte de label, garantissant aux consommateurs « que les animaux ont été bien nourris, sans OGM, et abattus dans de bonnes conditions ». La viande sera certes vendue un peu plus cher, à l'instar de la bio, mais la réduction du nombre d'intermédiaires permettra aussi une rémunération plus juste pour les éleveurs, ce qui pourrait motiver les consommateurs.

Après quatre années de combat, d'allers-retours incessants entre sa ferme et Paris, de hauts mais aussi de quelques moments de découragement, Emilie entrevoit enfin le bout du tunnel. La jeune femme, qui a réussi à convaincre six investisseurs de l'accompagner, en lui apportant 600 000 euros, vient de récolter 250 000 euros supplémentaires en seulement cinq jours, via une campagne de prêt participatif.

La construction de son abattoir pourrait débuter en septembre, pour une mise en service au premier semestre 2021. Guylain Pageot et ses camarades de l'association Abattage des Animaux sur leur Lieu de Vie (AALVie) ont eux aussi décidé de se tourner vers le financement participatif pour lancer la construction de vingt caissons mobiles. Leur crowdfunding, à retrouver sur la plateforme MiiMOSA, vise à recueillir 1 million d'euros, et 40 000 donateurs.

Emilie Jeannin aux côtés de ses bêtes, à Beurizot.

« Notre projet dérange »

Naturellement, les industriels surveillent de près l'émergence de ces initiatives, à en croire Emilie Jeannin. « Des banques se sont montrées très frileuses avec moi, et certaines m'ont avoué avoir reçu des pressions pour qu'elles ne me soutiennent pas ». Elle dit avoir eu vent aussi de pressions exercées sur de petits abattoirs locaux pour qu'ils refusent de travailler avec elle.

« Notre projet dérange forcément. On bouleverse un système bien établi. »

Jocelyne Porcher pointe, en outre, un autre danger : le risque de récupération par l'industrie de cette démarche. Selon l'auteure de « Cause animale, cause du capital » (ed. Le Bord de l'Eau), ils pourraient bien être tentés d'investir ce marché de niche émergent et d'en dévoyer la philosophie, en en faisant un pur argument marketing, sans bouleverser la nature de leurs pratiques. « Il est important que les consommateurs réalisent qu'un système d'abattage renvoie à un système d'élevage ou à un système de production », met-elle en garde.

« Abattre “ à la ferme ” des animaux sortis de l'industrie, même welfarisée

[se proclamant soucieuse du bien-être animal, NDLR] et repeinte en vert, ne change pas grand-chose pour les animaux.

»

Pour Emilie, le choix des consommateurs ne doit pas se réduire demain à une opposition binaire et dangereuse, entre d'un côté « le monde de Bigard », et de l'autre celui des végétariens et des « promoteurs de la viande artificielle », dans lesquelles elle voit deux impasses.

« Il faut redonner de la valeur à l'élevage paysan. C'est la seule alternative à ces deux systèmes industriels. »

Sébastien Billard